

ASSEZ D'INFLATION ! NOUS DEVONS IMPOSER L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES

Le projet de budget du gouvernement est discuté à l'Assemblée cette semaine. Il prévoit la fin des boucliers énergie. Les prix ont-ils baissé ? Pas du tout.

Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe ! Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot.

Coups et propagande contre les travailleurs

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail !

Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit.

Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse... supposée de la classe ouvrière ! Alors que la fainéantise des ultra-riches personne n'en parle : 80 milliards d'euros de profits enregistrés par le CAC 40 pour les six premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas.

C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement espère que ne viendra à personne l'idée de réclamer. Un bluff risqué pour eux.

La lutte est à l'ordre du jour

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». Aux États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit : tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en campagne Trump et Biden à se rendre sur les piquets.

Ces politiciens bourgeois prennent la température, car l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas.

Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques. Les discussions feutrées entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien. On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ». Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont raisonnables. Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.

Les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre, pour les salaires. C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- 400 à 500 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous ;
- pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2000 euros net ;
- lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre.

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence un peu plus tôt que prévu... avec quelques millions d'invités-surprise !

Ça suffit !

Dans la PIC le sous-effectif est de plus en plus criant, et nous le vivons tous. Dans les différentes équipes, on a l'impression de jouer aux chaises musicales pour boucher tous les trous. Les chefs, de leur côté, font la chasse aux temps morts pour maintenir le rythme de la production. **La politique de la direction c'est : faire plus de chiffres avec moins d'agents !** Le travail repose sur les épaules d'un nombre toujours plus réduit de collègues, ce qui permet à La Poste de faire l'économie d'embauches supplémentaires.

Il n'y a qu'à prendre l'exemple de l'équipe de nuit. Certaines vacances nous faisons 1,8 millions de plis, alors qu'il y a quelques mois, on faisait le même chiffre... mais en étant 25 de plus ! La Poste assure ses chiffres, mais avec quelques salaires en moins à déboursier. **Le sous-effectif c'est donc plus de profits pour le patron, mais un travail plus intense pour nous.**

Mais la colère grandit dans l'usine. Tout le monde est concerné par le manque de bras et tous nous sommes d'accord pour dire qu'il faut embaucher, au moins 100 personnes. Chaque embauche supplémentaire c'est la possibilité de réduire les cadences, récupérer nos pausettes et limiter la fatigue de nos corps. Luttons pour faire passer nos vies avant leurs profits !



Le fantasme de la direction

Boire sans compter

Lors du dîner à Versailles, que Macron a offert au roi d'Angleterre Charles III, les convives ont mangé et bu sans compter. Ce n'est pas le cas dans l'usine où nous sommes nombreux à avoir fait nos calculs. Les bouteilles de vin à 2000 euros, en particulier, laissent les collègues songeurs : « C'est le salaire minimum dont nous, on aurait besoin pour vivre tous les mois. Mais eux, ils le boivent en une soirée ! » **Si les salaires sont bas à un bout de la société, c'est que de l'autre il y a des parasites qui se gavent sans compter.**

Promotion de la division

Comme tous les ans, c'est la période des rap qui s'ouvre à la PIC. La boîte espère en profiter pour semer un peu de division parmi les collègues. Mais on sait tous que ces promotions et leurs quelques dizaines d'euros à la clé, ne changeront pas nos vies. Par contre, **c'est en restant unis qu'on pourra répondre à leurs mauvais coups.**

Crise de vocation

La direction se lamente de ne trouver personne à embaucher. En effet, nous sommes un certain nombre en intérim à refuser de passer en CDI. Ce qu'on nous propose, c'est un smic à vie et l'obligation d'aller dans les brigades choisies par la direction. Après des mois passés sur PF sous un flicage renforcé, cette proposition de CDI peut sembler peu attrayante. Mais l'idée de rester en intérim toute la vie n'est pas beaucoup plus enthousiasmante. **Il reste une voie possible : notre lutte commune, CDI, intérimaires et fonctionnaires, pour imposer des vrais salaires à l'embauche et après aussi.**

Unis pour dire notre refus

Nous avons été nombreux de la brigade 14h- 21h à avoir été signifier notre refus de commencer une demi-heure plus tard. Un changement de 30 minutes qui impliquerait des bouleversements dans nombre de nos vies et ce dans l'unique objectif d'éviter d'embaucher directement dans la brigade 14h30-21h30. Nous avons pu témoigner de cette réalité tous ensemble au travers d'une pétition et d'une délégation qui a réuni une majorité du service bien au-delà des syndicats. Des réactions collectives de la sorte, il va falloir les multiplier pour se faire entendre.

Trop c'est trop

Depuis la fermeture de la PIC de Caen, c'est la galère sur celle de Rennes ! Les collègues de la PIC de Rennes doivent maintenant passer le courrier de trois départements supplémentaires. Déjà que la charge de travail était en augmentation, le transfert du boulot de Caen à Rennes, sans embauche, est insupportable... Et irrationnel : des millions de courriers seraient en retard à Rennes.

Les postiers de Rennes ont débrayé devant la PIC. Un coup de colère qui appelle des suites, car les patrons ne comprennent qu'un langage : celui de la grève.

Toutes nos publications sur

site : nouveauanti-capitaliste.fr

Youtube : @Revolutionnaires_journal

Twitter : @NPA_NouPar Anti

Instagram : @npanouveauanti-capitaliste

Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants. Tu peux aussi nous adresser un e-mail à npa.lille@gmail.com